

PLANÈTE • CONFÉRENCES CLIMAT (COP)

« Les COP font partie des barrages contre la tempête populiste qui déferle sur la planète »

Le sociologue Stefan Aykut tire un premier bilan de la COP29 dans un entretien au « Monde ». Malgré un accord minimal et l'obstruction des pays pétroliers, la conférence pour le climat a montré, à ses yeux, que le multilatéralisme n'est pas mort.

Propos recueillis par Audrey Garric

Publié aujourd'hui à 06h00, modifié à 09h42 • Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



Le commissaire européen à l'action climatique, Wopke Hoekstra, lors d'une séance plénière de clôture de la 29^e conférence des Nations unies sur le climat, à Bakou, en Azerbaïdjan, le 24 novembre 2024. MAXIM SHEMETOV / REUTERS

Après la clôture de la 29^e conférence des Nations unies sur le climat (COP29), à Bakou, en Azerbaïdjan, Stefan Aykut, sociologue et politiste à l'université de Hambourg (Allemagne) et spécialiste de la gouvernance climatique (*Gouverner le climat. Vingt ans de négociations internationales*, Presses de Science Po, 2015), revient sur l'utilité des COP et les limites inhérentes à leur organisation.

Que pensez-vous de l'accord trouvé à la COP29 ?

C'est un accord minimal. On a sauvé la face à un moment où les politiques climatiques traversent une crise existentielle. C'était très important que la COP finisse avec un document et ne soit pas un échec. L'accord prévoit que les pays développés mobilisent 300 milliards de dollars par an [287 milliards d'euros], d'ici à 2035, pour financer la transition et l'adaptation dans les pays en développement. Mais cet objectif reste bien en deçà des demandes du Sud. Et pour parvenir à un résultat, les pays ont

sacrifié une réelle discussion sur la sortie des énergies fossiles, principale cause du réchauffement. La mise en œuvre de [l'accord de Dubaï de 2024](#), prévoyant une transition hors des énergies fossiles, a été reportée. C'est un contrecoup important, à un moment où les pays doivent publier des plans climat plus ambitieux.

Lire aussi | [A la COP29, un accord au goût très amer pour les pays du Sud](#)

Pourquoi les pays en développement ont-ils accepté cet accord, qu'ils considèrent comme totalement insuffisant ?

Les pays en développement pauvres n'ont pas vraiment le choix. Leurs demandes, autour de 1 300 milliards de dollars par an d'argent public, étaient très peu réalistes. Ils sont par ailleurs pris dans un marchandage entre les pays du Nord, qui ne veulent pas entendre parler d'une enveloppe de financement trop large, impossible à faire accepter à leurs opinions publiques, et les nouveaux grands émetteurs et pays exportateurs de pétrole du Sud, qui ne veulent pas qu'on mentionne les énergies fossiles ou une accélération de la transition. A la fin, les deux blocs ont trouvé un compromis qui coûte cher aux pays vulnérables : moins d'ambition et moins de finance.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Il y a aussi un attachement au multilatéralisme, qui explique la volonté de faire des compromis lors de cette COP. En début de conférence, le processus paraissait au bord de la rupture, entre l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis, qui souhaite retirer son pays de l'accord de Paris, les guerres, le président azerbaïdjanais qui parle du pétrole comme d'un « *cadeau de Dieu* » et les négociateurs argentins qui quittent les négociations. Les pays en développement n'ont pas voulu ajouter un clash sur la finance. La COP29 a montré que le multilatéralisme n'est pas mort.

Lire aussi | [COP29 : de l'aviation aux super-riches, la recherche de financements innovants pour le climat](#)

Les COP sont-elles vouées à n'être jamais à la hauteur de l'urgence climatique ?

On ne peut pas attendre des COP qu'elles règlent la question climatique. Elles ne sont guère plus qu'une caisse de résonance des débats qui ont lieu ailleurs, une chambre d'enregistrement. Elles ne peuvent qu'acter ce qui est rendu possible par d'autres processus, notamment au niveau national.

Il est indispensable de conserver cette arène, même si ses résultats restent insuffisants. Les COP aident à maintenir les politiques climatiques dans l'actualité. Elles sont le seul espace où les pays vulnérables peuvent obtenir quelque chose, même si c'est peu. Les COP ont, plus encore que par le passé, une fonction défensive face à la remise en cause actuelle des politiques environnementales, afin de protéger les acquis. Elles font partie des barrages contre la tempête populiste qui déferle sur la planète. Ce processus lent et lourd est malgré tout résilient.

L'élection de Donald Trump a-t-elle freiné le processus ?

Lors de la COP, les négociateurs ont pu donner l'impression que le processus continuait dans sa bulle, sans se soucier des chocs du monde. C'est en partie vrai car ces négociations sont très spécialisées, et la délégation américaine, encore menée par l'administration Biden, a joué le jeu. Mais la faiblesse du nouvel objectif de financement climatique est sans doute aussi liée au fait que les Etats-Unis n'y contribueront pas lors des quatre prochaines années.

Newsletter

« Chaleur humaine »

Comment faire face au défi climatique ? Chaque semaine, nos meilleurs articles sur le sujet

S'inscrire

Avec le retour de Donald Trump, les forces qui veulent retarder ou défaire la transition écologique ont marqué un point très important. Les chances d'une solution coopérative à la crise climatique ont encore diminué. La première présidence Trump a fait perdre davantage que quatre ans au monde : elle a retardé les investissements dans la transition écologique et elle a contribué au retour du climatoscpticisme et à la polarisation des sociétés autour de l'environnement.

Lire aussi | [L'élection de Donald Trump, un « jour noir pour le climat »](#)

Comment expliquer que la transition hors des énergies fossiles ne soit pas mentionnée dans le texte final ?

L'Arabie saoudite et les pays du Golfe ont fait obstruction pour ne pas réitérer cette formulation, qui était une première dans la gouvernance climatique. Depuis la première conférence sur le climat en 1995, ces pays, à l'époque soutenus par les Etats-Unis, empêchent que l'on aborde les mesures concrètes de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Encore à Bakou, des documents de la présidence azerbaïdjanaise ont été modifiés directement par l'Arabie saoudite.

Cela renvoie à un problème plus général : le fait d'avoir des grands pays exportateurs de pétrole qui organisent des COP. L'Azerbaïdjan a utilisé la conférence, tout comme les Emirats arabes unis l'an dernier, pour signer de nombreux contrats pétroliers et gaziers. La question se pose aujourd'hui de savoir comment rétablir l'intégrité des COP. Une des possibilités serait de limiter l'accès des lobbyistes, une autre d'avoir des garde-fous concernant les pays hôtes.

Lire aussi | [COP29 : à Bakou, une présence massive des lobbyistes des énergies fossiles](#)

L'Union européenne a-t-elle fait preuve de leadership ?

L'Union européenne a fait ce qu'elle pouvait. Elle est dans une position très difficile, entre l'absence des Etats-Unis comme allié fiable et une négociation autour de la finance qui se heurte au retour des politiques d'austérité sur le Vieux Continent. Elle reste attachée au processus, mais elle doit bâtir de nouvelles alliances au sein des négociations climatiques pour ne pas être seule en première ligne sur les questions de finance. Sans quoi cela ne sera pas soutenable vis-à-vis des électeurs. L'UE est davantage pointée du doigt car elle se positionne en bonne élève du processus, susceptible d'accroître ses efforts, mais aussi en tant qu'ancienne puissance coloniale. Les pays du Sud global lui adressent des demandes de réparation qui peuvent être moralement justifiées.

Lire aussi | [COP29 : à Bakou, l'UE en première ligne face aux demandes financières des pays du Sud](#)

La Chine a-t-elle choisi quel rôle elle pouvait jouer après la défection des Etats-Unis ?

La Chine continue de jouer le jeu du multilatéralisme, mais elle ne s'est pas mise en avant lors de cette COP. On ne sait pas encore très bien si elle voit le départ des Etats-Unis comme une occasion de jouer un rôle plus important. Elle pourrait aussi avoir envie de se mettre en retrait pour se concentrer sur

d'autres problèmes, en prévision de conflits économiques aigus avec l'administration Trump. Son rôle est pourtant crucial, en matière d'émissions, en tant que premier pollueur mondial, et pour la stabilité du système international.

Lire aussi | [Les émissions mondiales de CO₂ continuent d'augmenter, sans pic en vue](#)

Comment sortir de la division Nord-Sud qui a paralysé l'essentiel de la COP29 ?

De nouvelles alliances pourraient émerger autour de la transition écologique, des énergies renouvelables, de l'industrie. C'est de là que pourrait venir un nouvel élan lors de la COP30, à Belem, au Brésil, en 2025. Il sera très intéressant de regarder si le Brésil, avec sa diplomatie historiquement très forte, arrive à rebattre les cartes de la géopolitique internationale autour des questions de transition.

Audrey Garric

Le Monde Boutique

Découvrir

Sélection à Offrir

Jeux, accessoires, hors-séries... Découvrez toutes nos idées cadeaux

Les gladiateurs

La grande épopée

Les narcotrafiquants

Leurs réseaux, leurs crimes, la riposte

Voir plus